

LISTE DES ABREVIATIONS

ASBL	Association sans but lucratif
BCE	Banque centrale européenne
BCN	Banques centrales nationales
BNB	Banque Nationale de Belgique
CE	Commission européenne
ETP	Equivalents temps plein
FMI	Fonds monétaire international
ICN	Institut des comptes nationaux
INS	Institut National de Statistique
IPCH	Indice des prix à la consommation harmonisé
MAE	Ministère fédéral des Affaires économiques
NACE	Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONEM	Office national de l'emploi
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
ROE	Return on equity
SEBC	Système européen de banques centrales
SEC	Système européen des comptes
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SUERF	Société Universitaire Européenne de Recherches Financières
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEM	Union économique et monétaire
UPEDI	Union professionnelle des entreprises de travail intérimaire

SIGNES CONVENTIONNELS

–	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
e	estimation
n.	non disponible
p	provisoire
p.c.	pour cent
p.m.	pour mémoire

EVOLUTION DES RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES EN 2000

Traditionnellement, l'édition de novembre de la Revue économique propose une analyse des résultats des sociétés non financières. A l'automne, la Centrale des bilans dispose en effet d'un échantillon suffisamment représentatif des états comptables pour l'année précédente, de sorte qu'une présentation relativement fiable peut en être effectuée.

Comme de coutume, les deux premières parties du présent article sont consacrées aux caractéristiques des données utilisées, d'une part, à l'évolution des principaux postes du compte de résultats, d'autre part. Ces évolutions sont résituées globalement dans le contexte économique qui a prévalu en 2000, puis détaillées en fonction de la taille des entreprises et des branches d'activité. Dans la troisième partie de l'article, les résultats financiers et exceptionnels des entreprises non financières sont analysés. Au cours des dernières années, ces opérations ont en effet représenté une part croissante des produits et charges des sociétés, et leur contribution aux résultats nets avant impôts s'est fortement accrue.

I. CARACTERISTIQUES ET REPRESENTATIVITE DES DONNEES UTILISEES

1.1 CARACTERISTIQUES DES DONNEES UTILISEES ET COMPOSITION DE L'ECHANTILLON CONSTANT

Depuis la fin des années septante, la Centrale des bilans collecte chaque année les données relatives aux comptes des entreprises non financières. A cette fin, les entreprises sont tenues de remettre leurs comptes annuels au

moyen d'un formulaire normalisé, au plus tard sept mois après la clôture de l'exercice. Les données font ensuite l'objet de vérifications et corrections éventuelles afin de satisfaire aux normes de qualité retenues, à la suite de quoi une première analyse est possible, à partir de septembre. A ce moment, les comptes annuels relatifs au dernier exercice, en l'occurrence l'année 2000, ne sont toutefois pas encore tous disponibles. Les résultats se rapportant à cette dernière année et leurs évolutions par rapport à 1999 sont dès lors commentés sur la base d'un échantillon constant d'entreprises pour la période 1999-2000. Dans cet échantillon, seules sont retenues les entreprises qui ont déposé des comptes annuels couvrant un exercice comptable de douze mois tant en 1999 qu'en 2000¹.

Depuis mai 2000, toutes les données qui figurent dans les fichiers de la Centrale des bilans sont exprimées en euro. Sur le plan légal, les entreprises ont toutefois le choix, pour les exercices comptables se terminant au plus tard le 31 décembre 2001, entre un dépôt des comptes annuels en franc belge et un dépôt en euro. Par ailleurs, à partir de 1997, les statistiques de la Centrale des bilans sont établies selon la nomenclature d'activité dite NACE-Bel, utilisée dans la plupart des statistiques comportant une ventilation par branche en Belgique. Les données du passé ont été adaptées rétroactivement jusqu'en 1994, leur comparabilité n'étant pas totalement assurée au-delà de cette période. Cette classification des entreprises permet

¹ Pour une description plus détaillée de la méthodologie utilisée pour établir les comptes annuels, voir la notice explicative diffusée par la Centrale des bilans: *Statistiques établies sur la base des comptes annuels présentés conformément aux schémas prévus par l'arrêté royal du 8 octobre 1976 et des bilans sociaux conformément à l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social*. Cette notice est disponible auprès de la Centrale des bilans et sur le site Internet de la Banque (www.bnb.be).

d'établir des résultats par branche d'activité. Les entreprises de l'industrie manufacturière comptent pour 11 p.c. de l'échantillon constant et en représentaient, en 1999, 24 p.c. du total du bilan.

Une autre subdivision a trait à la taille des entreprises. Elle est opérée sur la base du type de schéma remis, « complet » ou « abrégé ». Une entreprise doit déposer un compte annuel selon le schéma complet si :

- l'effectif moyen du personnel, exprimé en équivalents temps plein, est supérieur à 100 travailleurs sur une base annuelle ou
- au moins deux des seuils suivants sont dépassés :
 - une moyenne annuelle de 50 travailleurs équivalents temps plein;
 - un chiffre d'affaires annuel, hors TVA, de 6.250.000 euros;
 - un total du bilan de 3.125.000 euros.

Selon ces critères, un peu moins de 10 p.c. des entreprises de l'échantillon constant peuvent

être qualifiées de grandes entreprises. En termes de taille du bilan, elles en représentaient cependant plus de 85 p.c. du total des entreprises. Ces chiffres sont comparables à ceux des années précédentes.

1.2 REPRESENTATIVITE DE L'ECHANTILLON CONSTANT

L'échantillon utilisé pour estimer les résultats de 2000 comprend 121.565 entreprises, soit 56,2 p.c. du nombre total des comptes annuels déposés en 1999. Quoique légèrement en baisse par rapport à l'étude précédente, le degré de couverture de l'échantillon reste élevé. Le taux de représentativité mesuré par rapport au total bilantaire atteint 78,7 p.c.

Comme les années précédentes, il apparaît que le taux de représentativité de l'échantillon constant est plus élevé pour les grandes entreprises que pour les PME, que ce soit sur le plan du nombre de comptes – 66,7 p.c. des entreprises ayant déposé des comptes complets

TABLEAU 1 – REPRESENTATIVITE DE L'ECHANTILLON CONSTANT

	1999 Ensemble des sociétés ¹	1999 Sociétés de l'échantillon ²	Représentativité, en p.c., de l'échantillon utilisé pour l'analyse des résultats de 2000	p.m. idem pour l'échantillon utilisé pour l'analyse des résultats de 1999
	(1)	(2)	(3) = (2) : (1)	
Nombre d'entreprises (unités)	216.156	121.565	56,2	57,9
dont (en p.c. du total) :				
schéma complet	7,1	8,4	(66,7)	(67,9)
schéma abrégé	92,9	91,6	(55,4)	(57,1)
industrie manufacturière	10,1	11,0	(60,8)	(61,9)
branches non manufacturières	89,9	89,0	(55,7)	(57,4)
Total du bilan (millions d'euros)	611.873	481.683	78,7	79,5
dont (en p.c. du total) :				
schéma complet	84,0	87,6	(82,1)	(83,2)
schéma abrégé	16,0	12,4	(60,9)	(61,1)
industrie manufacturière	23,7	24,1	(79,9)	(82,6)
branches non manufacturières	76,3	75,9	(78,3)	(78,5)

Source : BNB.

¹ Les comptes de 1999 comprennent tous les comptes clôturés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1999.

² Entreprises pour lesquelles les comptes annuels sont déjà disponibles pour 2000 et qui étaient également présentes dans le fichier de la Centrale des bilans en 1999.

en 1999 sont reprises dans l'échantillon, contre 55,4 p.c. pour les comptes abrégés – ou en termes de taille du bilan, avec une représentativité de 82,1 p.c. pour les grandes entreprises, contre 60,9 p.c. pour les PME. Etant donné la prépondérance des grandes entreprises dans l'industrie manufacturière, le taux de couverture de l'échantillon est également plus élevé pour cette branche que pour les autres secteurs d'activité.

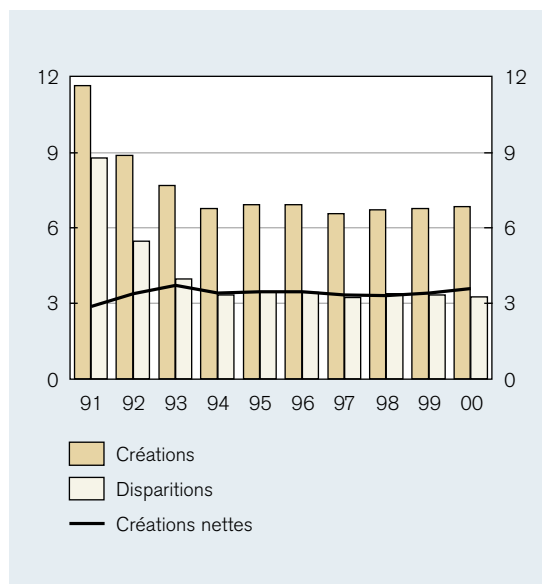
Le poids plus important des grandes entreprises dans l'échantillon s'explique par le fait qu'elles remettent leurs comptes annuels dans un délai généralement plus court, et qu'elles font l'objet d'une attention particulière de la Centrale de bilans, afin d'obtenir le plus rapidement possible un niveau élevé de représentativité en termes de valeur ajoutée. D'un point de vue statistique, il est d'ailleurs nécessaire d'appréhender de manière précise les évolutions les plus importantes pour dégager des estimations fiables pour l'ensemble de la population. Dans la mesure où l'extrapolation est effectuée à partir des résultats désagrégés par taille et branche d'activité, le poids plus élevé de ces entreprises ne fausse en rien le résultat de l'extrapolation.

L'utilisation d'un échantillon constant pour l'extrapolation peut cependant comporter un certain biais, dans la mesure où elle constitue une approximation statique de la réalité : cette méthode ne prend en compte que les sociétés qui ont remis des comptes annuels portant sur des exercices de douze mois à la fois en 1999 et en 2000, en excluant par exemple les sociétés créées dans le cours de 1999 ou en 2000, ou celles qui ont disparu avant la fin de l'année 2000.

Les statistiques de la Centrale des bilans indiquent que 23.285 entreprises nouvelles ont été créées en 2000, soit 5,6 p.c. de plus qu'en 1999 et, en chiffre absolu, le nombre le plus élevé depuis 1991. Inversement, 11.064 entreprises ont disparu, dont 5.558 à la suite d'une faillite. Si le nombre de disparitions a légèrement augmenté par rapport à l'année passée,

GRAPHIQUE 1 – CREATIONS ET DISPARITIONS D'ENTREPRISES

(pourcentages du nombre total des entreprises)



Source : BNB.

de 1 p.c., le nombre de faillites est en recul de 4,7 p.c.¹. Cette baisse provient du climat conjoncturel favorable qui a prévalu en 2000.

Le nombre de sociétés a donc crû au total de 12.221 unités en 2000, soit 10,1 p.c. de plus qu'en 1999. Les créations nettes en pourcentage du nombre total d'entreprises sont cependant restées pratiquement stables depuis 1994. Si l'on suppose que l'augmentation nette du nombre d'entreprises est indicative de l'évolution de l'activité, cela signifie que les extrapolations réalisées à partir d'un échantillon constant pourraient sous-estimer quelque peu l'évolution effective de la valeur ajoutée.

La comparaison entre les chiffres de croissance issus, année après année, de l'échantillon constant et les réalisations finalement observées pour l'ensemble de la population pour les années de 1994 à 1999 montre en effet une

¹ Ces résultats concernent l'ensemble des sociétés commerciales, et pas uniquement les sociétés non financières.

TABLEAU 2 – DIFFERENCE ENTRE LE TAUX DE CROISSANCE ESTIME SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON CONSTANT ET LE TAUX DE CROISSANCE EFFECTIF*(pourcentages)*

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	1994-1999	
							Moyenne	Ecart-type
Valeur ajoutée	-0,3	-0,8	n.	-2,7	-1,2	-0,1	-1,0	1,0
Résultat net d'exploitation	3,0	-0,9	2,4	-2,9	3,3	-0,1	0,8	2,5
Résultat financier	n.	n.	-14,2	3,1	8,1	-7,8	-2,7	10,1
Résultat courant avant impôts	3,8	-0,9	1,8	-2,5	3,7	-1,0	0,8	2,7
Résultat net avant impôts	-1,4	-1,7	1,6	-9,0	-0,2	-2,6	-2,2	3,6
Résultat net après impôts	0,6	-3,2	2,2	-11,7	-1,1	-1,9	-2,5	4,9

Source : BNB.

sous-estimation systématique de la valeur ajoutée¹. En moyenne, la progression de cette dernière a été, en définitive, supérieure de 1 point de pourcentage à celle qui avait été extrapolée.

En revanche, pour les autres postes du compte de résultats, les erreurs d'estimation résultant de l'utilisation de l'échantillon constant, qui sont également limitées en moyenne, ne présentent pas systématiquement de biais dans un sens ou un autre. Leur variabilité à toutefois tendance à s'accroître en passant des résultats d'exploitation, de nature plus stable, aux résultats financiers et, plus encore, aux résultats exceptionnels. La concentration de ceux-ci sur un petit nombre d'entreprises rend leur extrapolation plus fragile, la présence ou non d'une entreprise dans l'échantillon constant pouvant influencer le résultat final de manière significative. Ainsi, la sous-estimation importante du résultat net avant ou après impôts calculé sur la base de l'échantillon constant en 1997 s'explique principalement par la progression spectaculaire des résultats exceptionnels, qui sont passés d'un déficit d'un peu plus de 50 millions d'euros en 1996 à un solde positif de 2,6 milliards d'euros l'année suivante,

évolution qui n'avait pas entièrement été captée dans l'échantillon constant.

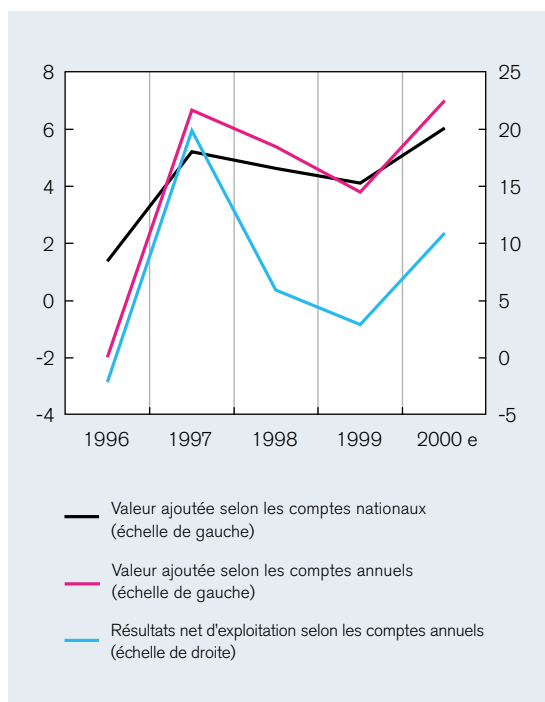
2. RESULTATS DES ENTREPRISES EN 2000

2.1 PRINCIPALES COMPOSANTES DES RESULTATS GENERAUX ET CONTEXTE CONJONCTUREL

La valeur ajoutée totale créée par les entreprises non financières, c'est-à-dire la différence entre le produit des ventes et les coûts des biens et services fournis par des tiers, a atteint 120,6 milliards d'euros en 2000, soit une hausse de 7 p.c. par rapport au niveau de 1999. Une telle progression n'avait jamais été enregistrée depuis que les résultats sont disponibles sous une forme comparable.

Ce résultat, qui se retrouve également dans les comptes nationaux, s'inscrit dans le contexte d'une situation économique très prospère. Soutenue à la fois par une demande intérieure vigoureuse et par des exportations dynamiques, la croissance réelle du PIB a atteint 4 p.c. en 2000, soit la progression la plus élevée depuis

¹ Pour 1998, les extrapolations ont été effectuées à partir des données classées suivant l'ancienne classification NACE tandis que les réalisations sont issues des séries NACE-Bel, ce qui peut influencer l'écart entre réalisations et extrapolations.

GRAPHIQUE 2 – VALEUR AJOUTEE ET RESULTAT NET D'EXPLOITATION DES SOCIETES NON FINANCIERES*(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)*

Sources : ICN, BNB.

1988. Malgré la hausse importante des prix de l'énergie et la dépréciation de l'euro, qui ont entraîné d'importantes pertes des termes de

l'échange, le PIB a augmenté de 5,4 p.c. en termes nominaux.

La valeur ajoutée créée par une entreprise lui permet de couvrir ses frais d'exploitation et, pour l'excédent, de dégager le résultat net d'exploitation. Celui-ci représente le revenu résultant de l'activité commerciale et industrielle courante de l'entreprise. Les frais de personnel constituent la majeure partie des charges: en 2000, ils représentaient 58,5 p.c. de la valeur ajoutée. Par rapport à 1999, ils ont augmenté de 5,6 p.c. Les autres composantes des charges d'exploitation ont de leur côté enregistré une expansion supérieure à celle des frais de personnel, de l'ordre de 8 p.c. à la fois pour les amortissements et pour les autres charges d'exploitation. Au total, la croissance des coûts d'exploitation des entreprises non financières a atteint 6,3 p.c. Ce chiffre est le plus élevé de la période d'observation, l'évolution des coûts d'exploitation ayant, à l'instar de la valeur ajoutée, également tendance à suivre le cycle conjoncturel. A l'inverse de ce qui s'était produit en 1999, la croissance des coûts totaux est cependant restée inférieure à celle de la valeur ajoutée.

En conséquence, le résultat net d'exploitation de l'ensemble des sociétés non financières a augmenté de 10,9 p.c., soit la plus forte progression depuis 1997, pour atteindre 20,1 milliards

TABLEAU 3 – PIB ET PRINCIPALES CATEGORIES DE DEPENSES*(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)*

	1996	1997	1998	1999	2000
Aux prix de 1995					
Dépenses intérieures	0,9	2,8	3,3	2,2	3,8
Exportations	2,9	6,1	5,8	5,0	9,7
Importations	2,5	5,1	7,5	4,1	9,7
PIB	1,2	3,6	2,2	3,0	4,0
PIB à prix courants	2,4	5,0	3,9	4,3	5,4

Source : ICN.

TABLEAU 4 – PRINCIPALES COMPOSANTES DU COMPTE DE RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES

	Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente					Millions d'euros	Pourcentages de la valeur ajoutée
	1996	1997	1998	1999	2000 e	2000 e	2000 e
Valeur ajoutée	-2,0	6,7	5,4	3,9	7,0	120.593	100,0
Frais de personnel	(-) -3,3	3,0	5,1	5,1	5,6	70.580	58,5
Autres charges d'exploitation	(-) 4,1	22,7	4,5	-4,9	8,0	6.081	5,0
Amortissements, réductions de valeur et provisions	(-) 0,8	4,5	6,1	3,7	7,9	23.862	3,1
Total des charges d'exploitation	-2,0	4,4	5,3	4,1	6,3	100.523	83,4
Résultat net d'exploitation	-2,1	19,9	5,9	3,0	10,9	20.070	16,6
Produits financiers	(+) -1,8	33,5	-7,1	11,1	20,6	31.056	25,8
Charges financières	(-) -4,6	31,9	-10,7	7,2	26,3	28.064	23,3
Résultat financier	88,9	59,3	41,1	44,0	-15,3	2.992	2,5
Résultat courant	1,4	22,8	9,3	8,0	6,6	23.062	19,1
Résultat exceptionnel ¹	(+) -	-	-	-	-	6.220	5,2
Résultat net avant impôts	-3,9	40,4	9,5	19,8	6,9	29.282	24,3
Impôts sur le résultat	(-) 7,3	17,4	7,7	10,6	10,6	6.430	5,3
Résultat net après impôts	-7,6	49,3	10,0	22,5	5,9	22.852	18,9

Source: BNB.

¹ Le calcul d'un pourcentage de variation n'a guère de sens pour cet agrégat dont le montant est généralement faible et peut être positif ou négatif.

d'euros. La bonne tenue de l'activité économique durant l'année 2000 s'est donc répercutée favorablement sur le bénéfice d'exploitation des entreprises.

En revanche, contrairement à la tendance des dernières années, le résultat financier a reculé de 15,3 p.c. : il s'est élevé à 3 milliards d'euros. Les produits financiers ont connu une croissance de 20,6 p.c. mais la croissance des charges financières a été encore plus forte, atteignant 26,3 p.c. Cette détérioration s'explique pour une part importante par la baisse des revenus issus des opérations en devises effectuées par les grandes entreprises, revenus qui, il est vrai, avaient été exceptionnellement élevés en 1999. L'augmentation sensible des réductions de valeur sur actifs circulants y a également contribué. Somme du résultat net d'exploitation et du résultat financier, le résultat courant a atteint 23,1 milliards d'euros en

2000, soit une progression de 6,6 p.c. par rapport à 1999.

En 2000, les résultats exceptionnels ont à nouveau progressé par rapport au chiffre record atteint l'année précédente. L'accroissement est cependant plus modeste qu'en 1999, ne représentant plus que 0,5 milliard d'euros contre 2,9 milliards. L'évolution des résultats exceptionnels a été principalement conditionnée ces dernières années par la croissance rapide des plus-values sur actifs immobilisés, issues des ventes d'actifs et de participations. Parallèlement, on note également dans les grandes entreprises une forte progression des réductions de valeur sur immobilisations financières.

Au total, le résultat net avant impôts a crû de 6,9 p.c. Les impôts sur les résultats payés par les entreprises ont quant à eux augmenté plus rapidement, de 10,6 p.c. Ce taux de progres-

sion est comparable à celui du résultat net d'exploitation, qui constitue de loin la principale composante du revenu imposable des sociétés.

Après agrégation de toutes les composantes du compte de résultats, les entreprises non financières ont réalisé un bénéfice net de 22,9 milliards d'euros, en croissance de 5,9 p.c. par rapport à 1999. Ce chiffre constitue le taux de croissance le plus faible depuis 1996. La progression élevée enregistrée au niveau du résultat d'exploitation a en effet été atténuée en partie par le recul du résultat financier et le ralentissement de la croissance du résultat exceptionnel, tandis que le rythme d'accroissement des impôts était comparable à celui de l'excédent d'exploitation. Exprimé en pourcentage de la valeur ajoutée, le résultat net après impôts est resté quasiment stable à 18,9 p.c.

2.2 RESULTATS D'ACTIVITE PAR TAILLE ET PAR BRANCHE

Les entreprises non financières forment une population hétérogène, au sein de laquelle des évolutions parfois très divergentes peuvent être constatées. Les tendances dégagées par l'analyse des résultats globaux doivent donc être affinées par une étude selon la branche d'activité et la taille des entreprises. D'une part, les entreprises sont soumises à des évolutions conjoncturelles spécifiques pour chaque branche d'activité, qui se reflètent généralement dans l'évolution de leur résultat net d'exploitation. D'autre part, le mode de financement des entreprises est généralement différent selon qu'elles sont de grande ou de petite taille, ce qui se traduit par une structure des comptes de résultats financiers très différenciée.

TABEAU 5 – VALEUR AJOUTEE ET RESULTAT NET D'EXPLOITATION PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	Valeur ajoutée		Résultat net d'exploitation		p.m. Importance, en p.c., des branches dans la valeur ajoutée totale en 2000
	2000 e	1999	2000 e	1999	
Industrie manufacturière	7,1	-0,2	24,5	-5,8	35,5
dont:					
Fabrications métalliques	9,1	-1,8	37,0	-20,3	12,4
Chimie	9,1	-4,3	26,8	-13,9	7,3
Alimentation	1,8	2,1	5,4	-1,1	4,0
Papier, imprimerie et édition	2,9	2,5	5,5	10,5	2,8
Minéraux non métalliques	2,2	5,7	-10,9	18,9	1,9
Textile	1,0	0,2	-14,0	16,9	1,5
Chaussures et habillement	2,2	-4,8	17,1	17,0	0,4
Branches non manufacturières	7,0	6,4	4,3	7,9	64,5
dont:					
Commerce et Horeca	8,5	5,3	17,2	17,3	21,8
Services aux entreprises et particuliers	10,1	11,1	8,1	14,5	18,7
Transport et communications	2,9	3,2	-54,7	-24,1	12,4
Construction	8,6	10,0	20,6	28,3	6,3
Energie et eau	3,0	-4,2	6,8	-5,2	5,7
Ensemble des sociétés non financières	7,0	3,9	10,9	3,0	100,0

Source : BNB.

En 2000, la hausse de la valeur ajoutée a été de même ampleur dans l'industrie manufacturière et dans les branches non manufacturières. Ceci reflète le dynamisme tant de la demande extérieure, prépondérante pour l'industrie, que de la demande intérieure, dont dépend l'activité dans les branches de services ou dans la construction. Les entreprises non manufacturières ont toutefois connu une évolution moins favorable de leur résultat net d'exploitation, l'augmentation en ayant été inférieure non seulement à celle des entreprises manufacturières mais également à celle de 1999. Cette évolution s'explique en grande partie par le résultat très négatif comptabilisé pour les branches «transport et communications» (-54,7 p.c.), les entreprises actives dans ces branches ayant connu une forte croissance de leurs coûts d'exploitation. Dans la branche des transports, l'alourdissement de ces coûts provient des frais de personnel mais aussi de l'ensemble des amortissements, réductions de valeur et des provisions. Dans la branche des communications, elle résulte principalement de la forte croissance des rémunérations. Il faut cependant souligner que la progression du résultat net d'exploitation réalisée par l'ensemble des

autres branches est également restée inférieure à celle de l'industrie manufacturière.

L'accroissement de 24,5 p.c. du résultat net d'exploitation dans l'industrie manufacturière tient pour une grande part au comportement des branches des fabrications métalliques et de la chimie. Elles ont enregistré une expansion importante de leur valeur ajoutée, couplée à une hausse modérée des coûts d'exploitation. Après avoir subi un recul important des résultats en 1999, notamment en raison de la crise asiatique, ces branches ont pleinement profité de la haute conjoncture internationale. A l'inverse, la valeur ajoutée dans les autres branches n'a augmenté que légèrement, de 1 à 3 p.c. environ. Pour les branches du textile et des minéraux non métalliques, la progression a été insuffisante pour compenser l'élévation des coûts d'exploitation, ce qui a entraîné un déclin du résultat net d'exploitation. Dans la branche du textile, la valeur ajoutée s'était déjà faiblement accrue en 1999, mais une compression des coûts d'exploitation, notamment au niveau des frais de personnel, avait permis de dégager un résultat net en forte augmentation. En 2000, la progression

TABLEAU 6 – COMPARAISON DE LA STRUCTURE DES COMPTES DE RESULTATS DES GRANDES ENTREPRISES ET DES PME EN 2000

	Millions d'euros		Pourcentages de la valeur ajoutée	
	Grandes entreprises	PME	Grandes entreprises	PME
1. Valeur ajoutée	93.354	27.239	100,0	100,0
2. Charges d'exploitation	78.080	22.443	83,6	82,4
3. Résultat net d'exploitation (= 1 - 2)	15.274	4.796	16,4	17,6
4. Résultat financier	4.109	-1.117	4,4	-4,1
5. Résultat courant (= 3 + 4)	19.383	3.679	20,8	13,5
6. Résultat exceptionnel	5.607	613	6,0	2,3
7. Impôts	4.678	1.752	5,0	6,4
8. Résultat après impôts (= 5 + 6 - 7)	20.312	2.540	21,8	9,3
9. Bénéfice à distribuer	13.563	869	14,5	3,2
10. Bénéfice mis en réserves (= 8 - 9)	6.749	1.671	7,2	6,1
p.m. Coût moyen des dettes (pourcentages)			6,0	8,6

Source : BNB.

des coûts d'exploitation a de nouveau été positive et, quoique modérée (3,3 p.c.), bien supérieure à celle de la valeur ajoutée. Dans la branche des minéraux non métalliques, la relative atonie de la valeur ajoutée s'explique par les difficultés résultant de restructurations dans le secteur du verre creux. L'industrie cimentière a par contre bénéficié de l'activité soutenue dans le secteur de la construction.

Comme indiqué plus haut, opérer une distinction entre entreprises selon la taille du bilan est surtout instructif en ce qui concerne la structure de leurs résultats financiers. Dans le cadre de cette analyse, il convient cependant de préciser que les données des schémas abrégés ne sont pas aussi détaillées que celles des schémas complets.

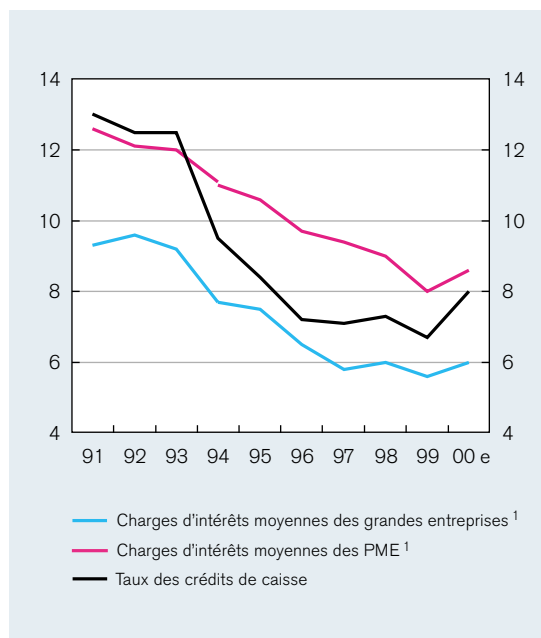
La comparaison entre les comptes de résultats des deux groupes d'entreprises ne montre pas de différence significative au niveau du résultat d'exploitation. Celui-ci représente en effet 16,4 p.c. de la valeur ajoutée des grandes entreprises et 17,6 p.c. de celle des PME, ces deux ratios s'inscrivant légèrement en hausse par rapport à l'année précédente.

De même que par le passé, la différence entre les produits et les charges financières s'est avérée négative pour les petites entreprises et positive pour les grandes, s'établissant respectivement à -4,1 p.c. et 4,4 p.c. de la valeur ajoutée.

Cette différence structurelle trouve son origine tant dans les produits que dans les charges financières. D'une part, les immobilisations financières occupent une place proportionnellement plus importante à l'actif des grandes entreprises, ce qui génère des revenus de participations plus élevés. D'autre part, les charges des dettes sont relativement plus lourdes dans le cas des petites sociétés. Elles ont en effet davantage recours à des formes de crédit plus coûteuses, comme les crédits de caisse. En outre, à source de financement identique, elles doivent généralement payer un intérêt plus élevé du fait du

GRAPHIQUE 3 – TAUX DU MARCHÉ ET CHARGES D'INTERETS MOYENNES DES GRANDES ENTREPRISES ET DES PME

(pourcentages)



Source : BNB.

¹ Les données à partir de 1994 ont été recalculées en fonction de la classification NACE-Bel. Le graphique fournit également les données 1990 à 1994 calculées selon la classification NACE-70.

risque plus important qu'elles représentent pour les prêteurs et des montants plus faibles empruntés. Ainsi, les charges d'intérêts moyennes des dettes financières ont atteint, en 2000, 8,6 p.c. pour les petites entreprises et 6 p.c. pour les grandes. Le taux implicite des charges d'intérêts a suivi en partie la hausse des taux d'intérêt moyen du marché, avec un accroissement identique, de 0,5 point, pour les deux catégories d'entreprises.

Bien que moins importante qu'en 1999, la différence observée entre les grandes et les petites entreprises en matière de résultats financiers se marque également dans le résultat courant. En 2000, celui-ci représentait 20,8 p.c. de la valeur ajoutée pour les premières, contre 13,5 p.c. pour les secondes. L'écart se creuse au niveau du résultat après impôts, eu égard aux résultats exceptionnels proportionnellement plus importants pour les grandes entreprises et au fait que

celles-ci paient, en termes relatifs, moins d'impôts que les PME.

2.3 EVOLUTION DE LA RENTABILITE

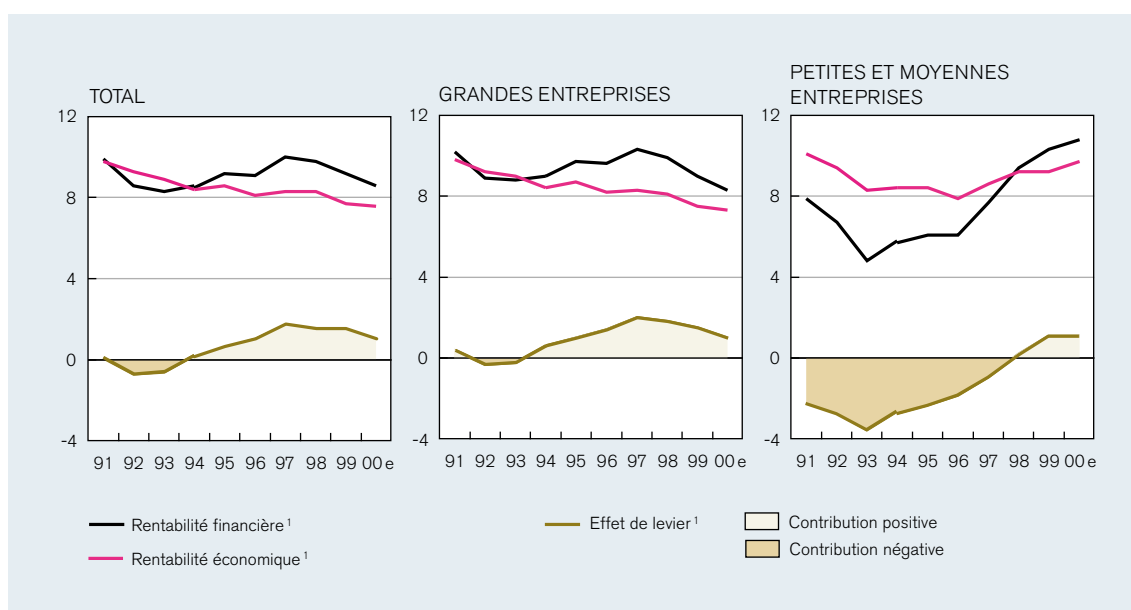
La rentabilité mesure l'efficacité avec laquelle les fonds ont été mis en œuvre dans l'entreprise, et constitue par là même un important indicateur des performances de celle-ci. La coexistence des fonds propres et de tiers dans les moyens d'action des sociétés amène à distinguer les concepts de rentabilité économique et de rentabilité financière. La rentabilité économique est définie comme le rapport entre le résultat courant avant le coût des dettes et l'ensemble des moyens investis dans l'entreprise. Elle donne une indication de la santé économique de l'entreprise, quel qu'ait été son mode de financement. La rentabilité financière établit le rapport entre le résultat courant et les seuls fonds propres. Ce ratio donne une indication du rendement que les actionnaires tirent de l'activité

courante de l'entreprise sans tenir compte des résultats exceptionnels ou des impôts. L'écart entre ces deux concepts s'explique par le coefficient de levier financier: celui-ci est positif lorsque l'entreprise parvient à emprunter des fonds à un taux inférieur à celui de sa rentabilité économique. Outre ces deux concepts de rentabilité, le ratio dénommé «Return on Equity» (ROE) divise le résultat net après impôts par les fonds propres totaux. Cette mesure diffère donc de la rentabilité financière en ce qu'elle prend en compte les impôts et les résultats exceptionnels, pour dégager une mesure du bénéfice, que celui-ci soit réservé ou distribué.

Malgré un recul important, résultant de la forte progression des charges financières consécutive à la hausse des taux d'intérêt, le coefficient de levier financier est resté positif. La rentabilité financière a donc été plus élevée que la rentabilité économique, l'une s'établissant à 9,6 p.c. et l'autre à 8 p.c. Mesurée à l'aune de ces deux ratios, la rentabilité des entreprises

GRAPHIQUE 4 – RENTABILITE DES ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE ET EFFET DE LEVIER FINANCIER

(pourcentages)

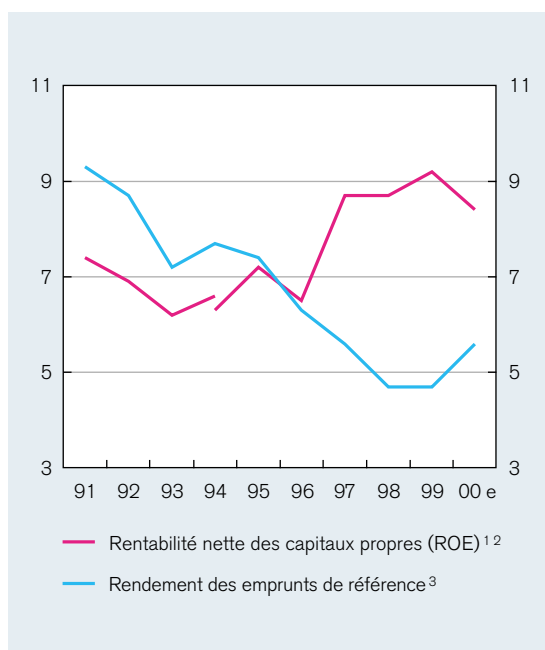


Source : BNB.

¹ Les données à partir de 1994 ont été recalculées en fonction de la classification NACE-Bel. Le graphique fournit également les données 1990 à 1994 calculées selon la classification NACE-70.

GRAPHIQUE 5 – EVOLUTION DE LA RENTABILITE NETTE DES CAPITAUX PROPRES (ROE) ET RENDEMENT DES EMPRUNTS DE REFERENCE

(pourcentages)



Source : BNB.

¹ Rapport entre le résultat net de l'exercice après impôts et les capitaux propres.

² Les données à partir de 1994 ont été recalculées en fonction de la classification NACE-Bel. Le graphique fournit également les données 1990 à 1994 calculées selon la classification NACE-70.

³ Rendement moyen des OLO d'une durée de six ans ou plus.

s'est située à des niveaux relativement bas en 2000, en comparaison de ceux atteints au cours de la décennie écoulée. En particulier, la tendance à la baisse de la rentabilité économique observée depuis le début des années nonante s'est poursuivie. Cette évolution est le fait des grandes entreprises, la rentabilité économique et financière des PME s'étant de nouveau améliorée en 2000.

Sur le plan sectoriel, la rentabilité dans l'industrie manufacturière est supérieure à celle des branches non manufacturières depuis 1994. Après une forte détérioration en 1999, la rentabilité économique dans l'industrie manufacturière est revenue au niveau de la moyenne enregistrée ces dernières années. L'effet de levier a éga-

lement augmenté de manière sensible, portant la rentabilité financière au niveau le plus élevé pour la période d'observation. Cette évolution contraste avec celle des branches non manufacturières, où les deux ratios de rentabilité ont poursuivi leur mouvement baissier, pour atteindre les niveaux les plus bas depuis le début des années nonante.

Pour l'ensemble des entreprises, le ROE a reculé, revenant de 9,2 p.c. en 1999 à 8,4 p.c. en 2000. Grâce notamment à la forte progression des résultats exceptionnels, le ROE se situe toutefois depuis 1996 à un niveau supérieur à celui du rendement offert par les fonds d'Etat. Du point de vue de l'investisseur, cette comparaison favorise le choix d'un placement en actions. Il faut cependant interpréter ces résultats avec toute la prudence requise, étant donné le profil de risque supérieur d'une action et le fait que la grande majorité des entreprises ne sont pas cotées en bourse. De plus, l'écart s'est réduit en 2000, passant de 4,5 à 2,8 points de pourcentages.

3. STRUCTURE ET EVOLUTION DES RESULTATS FINANCIER ET EXCEPTIONNEL AU COURS DES DERNIERES ANNEES

Au cours des dernières années, les résultats financier et exceptionnel ont pris une importance croissante dans le bénéfice avant impôts des sociétés non financières. Alors qu'il était proche de l'équilibre en 1994, le résultat financier a ensuite rapidement progressé, pour représenter 12,9 p.c. du bénéfice avant impôts en 1999. Cette proportion est revenue à 10,2 p.c. en 2000, en raison de la diminution du résultat financier évoquée dans la partie précédente de l'article. Le déclin tendanciel de la part du résultat net d'exploitation a été renforcé par l'expansion très rapide du résultat exceptionnel, particulièrement en 1997 et 1999. Au total, celui-ci

est passé de 3,5 p.c. du bénéfice avant impôts en 1994 à 21,2 p.c. en 2000.

Cette partie de l'article vise à mettre en évidence, sur la base des informations disponibles dans les comptes et bilans des sociétés, les postes qui ont le plus contribué à ce poids croissant des résultats financier et exceptionnel, et, corollairement, à la diminution de la part du résultat net d'exploitation. Celui-ci représentait toutefois encore environ 70 p.c. du bénéfice avant impôts en 2000.

Nonobstant les différences structurelles mentionnées précédemment, tant les grandes entreprises que les PME ont participé à l'accroissement tendanciel des résultats financiers. Le résultat financier des entreprises qui déposent un schéma complet a presque quadruplé, passant de 1,1 milliard d'euros en 1994 à 4 milliards en 2000. Quant aux PME, le solde négatif

dégagé par les produits et charges financières s'est réduit, revenant de 1,4 milliard à 1,1 milliard durant la même période. En matière de résultat exceptionnel, la progression est imputable principalement aux grandes entreprises.

Au total, plus de 85 p.c. des produits et charges de nature financière ou exceptionnelle des sociétés non financières se retrouvent dans les comptes des grandes entreprises. L'analyse de l'information disponible dans les schémas complets, plus détaillée que celle des schémas abrégés, permet donc de dégager des éléments pertinents pour l'ensemble des sociétés non financières.

3.1 ANALYSE DES RESULTATS FINANCIERS DES GRANDES ENTREPRISES

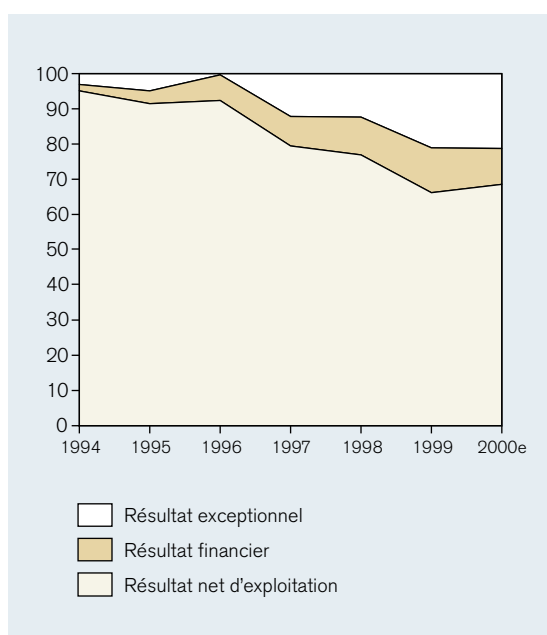
Le schéma comptable complet distingue trois catégories de produits financiers, à savoir les produits des immobilisations financières, les produits des actifs circulants et les autres produits financiers.

La première catégorie couvre les revenus issus des immobilisations financières de l'entreprise, c'est-à-dire les participations durables de l'entreprise dans d'autres sociétés, ainsi que les créances détenues sur ces entreprises apparentées. Les immobilisations financières des entreprises étudiées ici sont constituées globalement par des participations, à hauteur de 75 p.c., le reste représentant des créances intra-groupes. Les revenus des immobilisations financières prennent donc à la fois la forme de dividendes et d'intérêts.

Pour leur part, les produits des actifs circulants comprennent les produits afférents aux créances, placements et valeurs disponibles de l'entreprise. Selon la loi comptable, cette rubrique inclut les créances commerciales, mais dans la pratique celles-ci ne donnent pas lieu à des versements d'intérêts.

GRAPHIQUE 6 – PART DES RESULTATS FINANCIER ET EXCEPTIONNEL DANS LE BENEFICE AVANT IMPOTS DES SOCIETES NON FINANCIERES

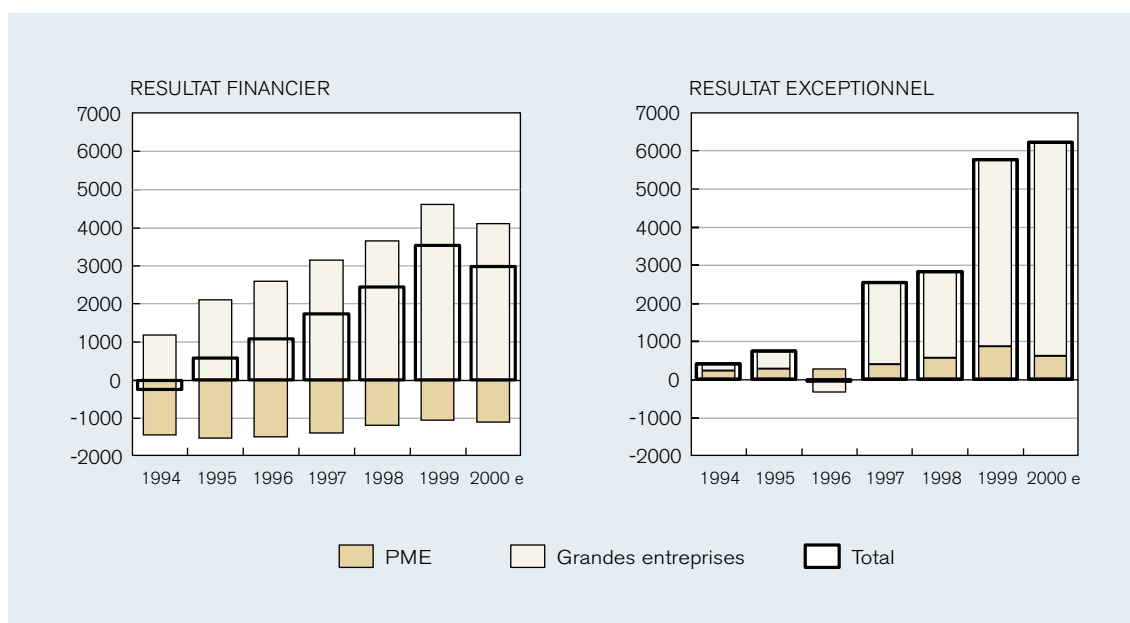
(pourcentages)



Source : BNB.

GRAPHIQUE 7 – EVOLUTION DES RESULTATS FINANCIER ET EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES SELON LEUR TAILLE

(millions d'euros)



Source : BNB.

Les autres produits financiers couvrent principalement les revenus provenant des opérations en devises (différences de change, écarts de conversion, résultats d'opérations de couverture). Comptabilisées de manière brute, ces opérations donnent lieu, de manière parallèle, à l'enregistrement de charges financières, dans la rubrique «autres charges financières». En dehors de cette rubrique, les charges financières sont presque exclusivement composées des frais – intérêts et autres commissions – liés aux dettes de la société.

La comptabilisation en termes bruts des revenus et charges liés aux opérations sur devises brouille l'analyse de l'évolution des résultats financiers des entreprises. En effet, les produits et les charges de ces opérations ont plus que doublé entre 1994 et 2000, mais le résultat net qu'ils dégagent est relativement limité en termes absolus, et présente une évolution irrégulière. Ainsi, si on y ajoute les réductions de valeurs sur actifs circulants, d'un montant généralement faible, il a varié de -0,4 à 0,7 milliard d'euros.

En 2000, la décroissance des résultats financiers totaux est à mettre uniquement au compte de ces autres produits et charges financiers, qui ont reculé de près de 1,1 milliard d'euros. Cette évolution est liée à la dépréciation de l'euro par rapport aux principales devises, en particulier par rapport au dollar.

Les revenus nets des actifs financiers diminués des charges des dettes ont par contre augmenté de 15 p.c. durant cette même année. Sur l'ensemble de la période allant de 1994 à 2000, ils se sont inscrits en hausse régulière, passant de 1,6 à 4,5 milliards d'euros. Cette évolution peut être mise en rapport avec celle des encours sous-jacents, à l'actif et au passif du bilan des sociétés non financières.

Du côté des produits financiers, l'accroissement des produits des immobilisations financières, de quelque 8 p.c. par an en moyenne durant la période considérée, a découlé de la forte croissance annuelle de l'encours des immobilisations financières, soit 16 p.c. par an en moyenne. Cette forte

TABLEAU 7 – RESULTAT FINANCIER DES GRANDES ENTREPRISES

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 e	2000 e (indice 1994 = 100)
<i>Produits financiers</i>	15.779	18.068	17.761	23.820	21.737	24.276	29.340	186
1. Produits des immobilisations financières	4.312	4.925	4.464	4.927	5.490	5.812	6.939	161
2. Produits des actifs circulants	5.895	6.069	5.296	5.584	6.586	6.790	8.786	149
3. Autres produits financiers	5.572	7.074	8.001	13.309	9.661	11.674	13.615	244
dont subsides en intérêt et en capital	582	522	368	353	386	356	393	68
<i>Charges financières</i>	14.587	15.953	15.174	20.674	18.075	19.672	25.231	173
4. Charges des dettes	8.578	8.706	7.683	7.706	8.488	8.731	11.268	131
5. Réductions de valeur sur actifs circulants ...	141	43	69	54	116	93	374	266
6. Autres charges financières	5.869	7.204	7.421	12.914	9.471	10.848	13.589	232
<i>Résultat financier</i>	1.192	2.115	2.587	3.146	3.662	4.604	4.109	345
Revenus des actifs financiers-charges des dettes (= 1 + 2 - 4)	1629	2.288	2.077	2.805	3.588	3.871	4.457	274
Autres produits et charges (= 3 - 5 - 6)	-437	-173	510	341	74	733	-348	n. ¹

Source: BNB.

¹ Le calcul d'un indice n'a pas de sens pour cet agrégat dont le montant peut être positif ou négatif.

progression, supérieure à celle du total du bilan (9,6 p.c.), s'explique notamment par les nombreuses opérations de fusions et d'acquisitions qui se sont déroulées ces dernières années, de même que par l'accroissement des transactions entre sociétés d'un même groupe. L'incidence de ce facteur sur les produits des immobilisations financières a toutefois été contrebalancée en partie par le recul de leur taux de rendement implicite.

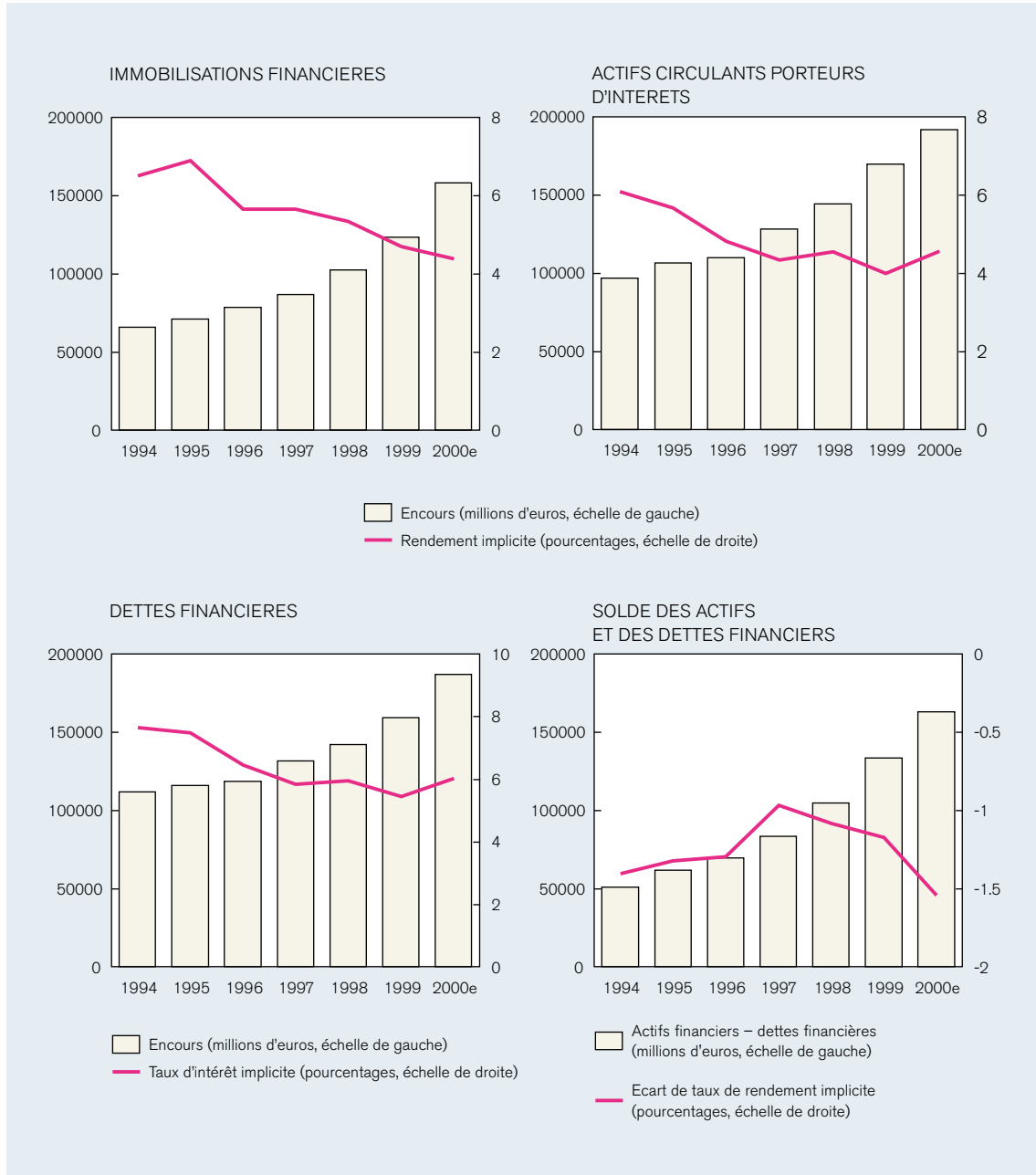
Le taux d'intérêt implicite sur les actifs circulants a également suivi une tendance baissière durant la période sous revue, parallèlement aux taux de marché, à court comme à long terme. A l'instar des immobilisations financières, l'augmentation des produits des actifs circulants trouve donc son origine dans l'accroissement de l'encours de ceux-ci. A cet égard, il convient de ne retenir dans le cadre de cette analyse que les actifs circulants porteurs d'intérêts, à savoir les placements de trésorerie, les valeurs disponibles et les autres créances non commerciales¹, à l'exclusion des créances commerciales et des stocks.

L'effet d'encours a également joué sur l'évolution des charges financières. L'endettement financier a progressé au même rythme que le total du bilan, mais son incidence a été contrecarrée par la tendance à la baisse du coût moyen des dettes, parallèle à celle des taux de marché et des taux débiteurs des banques belges.

Calculés en termes nets, les avoirs financiers des entreprises ont augmenté, passant de 51 milliards d'euros en 1994 à 164 milliards d'euros en 2000. Cet accroissement constitue le principal facteur explicatif de la croissance des résultats financiers. La baisse de l'écart de taux d'intérêt implicite durant la plus grande partie de la période sous revue y a également contribué, mais de manière plus limitée.

¹ Composées notamment de créances résultant d'un contrat de bail, d'une location financement ou de prêts à destination du personnel.

GRAPHIQUE 8 – EVOLUTION DES ACTIFS ET DES DETTES FINANCIERS ET TAUX DE RENDEMENT IMPLICITE



Source : BNB.

3.2 ANALYSE DU RESULTAT EXCEPTIONNEL DES GRANDES ENTREPRISES

Par définition, le résultat exceptionnel se compose de charges et de produits non récurrents,

dont les mouvements d'une année à l'autre peuvent être irréguliers. Ce caractère rend hasardeux l'estimation de ce type d'opérations sur la base de l'échantillon constant d'entreprises, surtout au niveau des composantes détaillées de ce compte. On se limitera donc dans cette partie

TABLEAU 8 – RESULTAT EXCEPTIONNEL DES GRANDES ENTREPRISES*(millions d'euros)*

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
<i>Produits exceptionnels</i>	2.814	3.892	3.358	5.620	5.890	8.796
1. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	63	69	56	62	90	51
2. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	118	61	155	310	314	263
3. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	291	207	300	154	269	230
4. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	1.575	2.750	2.036	3.768	4.101	6.952
5. Autres produits exceptionnels	766	806	811	1.325	1.117	1.301
<i>Charges exceptionnelles</i>	2.603	3.391	3.696	3.446	3.638	3.917
1. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	368	681	611	520	651	499
2. Réductions de valeur sur immobilisations financières ...	566	1.007	976	1.125	945	1.013
3. Provisions nettes pour risques et charges exceptionnels	618	626	766	1.120	584	511
4. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	354	357	327	392	491	367
5. Autres charges exceptionnelles	874	745	1.089	1.000	1.059	1.596
6. Charges exceptionnelles portées à l'actif	-177	-25	-71	-711	-91	-68
<i>Résultat exceptionnel net</i>	211	501	-339	2.174	2.252	4.879

Source: BNB.

à un commentaire des évolutions, assez remarquables, de celui-ci pour la période de 1994 à 1999.

Les produits exceptionnels ont plus que triplé entre 1994 à 1999, passant de 2,8 à 8,8 milliards d'euros. Leur accroissement a été particulièrement marqué en 1997 et en 1999, avec des progressions de l'ordre de 2,3 et 2,9 milliards d'euros. Les plus-values sur les réalisations d'actifs immobilisés représentent la majeure partie de ces produits, et expliquent presque la totalité de l'accroissement: elles sont passées de 1,6 milliard d'euros en 1994 à 7 milliards en 1999.

Les charges exceptionnelles se sont accrues de moitié entre 1994 et 1999, soit une variation six fois moindre que celle des produits exceptionnels. Cette variation se répartit de manière assez équilibrée entre les autres charges exceptionnelles

et les réductions de valeurs sur immobilisations financières. Les autres charges exceptionnelles ont augmenté progressivement, passant de 0,9 à 1,6 milliard d'euros. Les réductions de valeur sur immobilisations financières ont presque doublé de 1994 à 1995, passant de 0,6 à 1 milliard d'euros, puis ont fluctué autour de ce montant. Les autres postes, dont les moins-values sur actifs immobilisés, n'ont globalement pas enregistré de variations significatives.

Au total, l'accroissement des résultats exceptionnels entre 1994 et 1999 provient principalement des plus-values sur actifs immobilisés, à la suite de ventes de participations financières et de cessions d'actifs. Ces résultats peuvent être rapprochés, d'une part, des importantes opérations de fusions et d'acquisitions dans lesquelles des sociétés belges ont été impliquées et, d'autre part, de l'évolution favorable de la valorisation de ces actifs sur l'ensemble de la période étudiée.

Annexe 1

SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DE L'ENSEMBLE DES SOCIETES NON FINANCIERES

Schémas complets et abrégés

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 e
Valeur ajoutée	94.754	98.387	96.433	102.849	108.417	112.691	120.593
Frais de personnel	59.168	60.701	58.724	60.476	63.578	66.838	70.580
Autres charges d'exploitation	4.196	4.438	4.619	5.668	5.924	5.632	6.081
Résultat brut d'exploitation	31.390	33.248	33.090	36.705	38.915	40.221	43.932
Amortissements, réductions de valeur et provisions	18.362	19.107	19.252	20.118	21.342	22.124	23.862
Résultat net d'exploitation	13.028	14.141	13.838	16.587	17.573	18.097	20.070
Produits financiers	16.698	19.021	18.683	24.950	23.191	25.754	31.056
Charges financières	16.953	18.443	17.591	23.210	20.736	22.220	28.064
Résultat courant	12.773	14.719	14.930	18.327	20.028	21.631	23.062
Résultat exceptionnel net	421	763	-50	2.562	2.844	5.768	6.220
Impôts sur le résultat	3.726	3.875	4.156	4.879	5.257	5.814	6.430
Résultat net après impôts	9.468	11.607	10.724	16.010	17.615	21.585	22.852

Source : BNB.

SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES

Schémas complets

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 e
Valeur ajoutée	73.244	75.492	75.614	81.155	85.160	87.443	93.354
Frais de personnel	45.279	46.028	46.375	48.083	50.509	52.767	55.055
Autres charges d'exploitation	3.435	3.585	3.698	4.664	4.849	4.463	4.831
Résultat brut d'exploitation	24.530	25.879	25.541	28.408	29.802	30.213	33.018
Amortissements, réductions de valeur et provisions	14.160	14.642	14.645	15.212	16.084	16.378	17.744
Résultat net d'exploitation	10.370	11.237	10.896	13.196	13.718	13.835	15.274
Produits financiers	15.779	18.068	17.761	23.820	21.737	24.276	29.340
Charges financières	14.587	15.953	15.174	20.674	18.075	19.672	25.231
Résultat courant	11.562	13.352	13.483	16.342	17.380	18.439	19.383
Résultat exceptionnel net	181	484	-342	2.163	2.278	4.891	5.607
Impôts sur le résultat	2.781	2.857	3.109	3.692	3.921	4.269	4.678
Résultat net après impôts	8.962	10.979	10.032	14.813	15.737	19.061	20.312

Source : BNB.

Annexe 3

SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DES SOCIETES NON FINANCIERES

Schémas abrégés

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 e
Valeur ajoutée	21.510	22.895	20.819	21.694	23.257	25.248	27.239
Frais de personnel	13.889	14.673	12.349	12.393	13.069	14.071	15.075
Autres charges d'exploitation	761	853	921	1.004	1.075	1.169	1.250
Résultat brut d'exploitation	6.860	7.369	7.549	8.297	9.113	10.008	10.914
Amortissements, réductions de valeur et provisions	4.202	4.465	4.607	4.906	5.258	5.746	6.118
Résultat net d'exploitation	2.658	2.904	2.942	3.391	3.855	4.262	4.796
Produits financiers	919	953	922	1.130	1.454	1.478	1.716
Charges financières	2.366	2.490	2.417	2.536	2.661	2.548	2.833
Résultat courant	1.211	1.367	1.447	1.985	2.648	3.192	3.679
Résultat exceptionnel net	240	279	292	399	566	877	613
Impôts sur le résultat	945	1.018	1.047	1.187	1.336	1.545	1.752
Résultat net après impôts	506	628	692	1.197	1.878	2.524	2.540

Source: BNB.

SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Schémas complets et abrégés

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 e
Valeur ajoutée	36.824	37.959	36.788	39.079	40.041	39.955	42.788
Frais de personnel(-)	23.367	23.521	22.871	23.297	23.985	24.418	25.205
Autres charges d'exploitation(-)	1.107	1.179	1.209	1.395	1.417	1.309	1.388
Résultat brut d'exploitation	12.350	13.259	12.708	14.387	14.639	14.228	16.195
Amortissements, réductions de valeur et provisions(-)	7.419	7.803	7.911	8.176	8.354	8.310	8.829
Résultat net d'exploitation	4.931	5.456	4.797	6.211	6.285	5.918	7.366
Produits financiers(+)	3.281	3.347	3.121	3.593	4.082	3.583	4.720
Charges financières(-)	4.355	4.252	3.703	3.943	3.884	3.660	4.949
Résultat courant	3.857	4.551	4.215	5.861	6.483	5.841	7.137
Résultat exceptionnel net(+)	216	-24	-50	1.317	687	1.112	1.913
Impôts sur le résultat(-)	1.336	1.452	1.486	1.877	2.010	1.918	2.360
Résultat net après impôts	2.737	3.075	2.679	5.301	5.160	5.035	6.690

Source: BNB.

Annexe 5

SYNTHESE DES PRINCIPALES COMPOSANTES DES COMPTES DE RESULTATS DES BRANCHES NON MANUFACTURIERES

Schémas complets et abrégés

(millions d'euros)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 e
Valeur ajoutée	57.930	60.428	59.645	63.770	68.376	72.736	77.805
Frais de personnel	35.801	37.180	35.853	37.179	39.593	42.420	45.375
Autres charges d'exploitation	3.089	3.259	3.410	4.273	4.507	4.323	4.693
Résultat brut d'exploitation	19.040	19.989	20.382	22.318	24.276	25.993	27.737
Amortissements, réductions de valeur et provisions	10.943	11.304	11.341	11.942	12.988	13.814	15.033
Résultat net d'exploitation	8.097	8.685	9.041	10.376	11.288	12.179	12.704
Produits financiers	13.417	15.674	15.562	21.357	19.109	22.171	26.366
Charges financières	12.598	14.191	13.888	19.267	16.852	18.560	23.115
Résultat courant	8.916	10.168	10.715	12.466	13.545	15.790	15.925
Résultat exceptionnel net	205	787	0	1.245	2.157	4.656	4.307
Impôts sur le résultat	2.390	2.423	2.670	3.002	3.247	3.896	4.070
Résultat net après impôts	6.731	8.532	8.045	10.709	12.455	16.550	16.162

Source: BNB.

PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT DES SOCIETES NON FINANCIERES

(millions d'euros)

Entreprises qui ont déposé leurs comptes annuels selon :	Capitaux propres (dont : capital)		Provisions pour risques et charges	Emprunts financiers (dont : à long terme)		Dettes non financières ¹
le schéma complet						
1994	128.759	(91.658)	11.190	111.995	(64.101)	90.326
1995	137.941	(97.361)	11.323	116.324	(64.704)	93.573
1996	140.205	(99.989)	14.460	118.862	(64.819)	98.855
1997	158.198	(113.046)	15.804	131.891	(64.462)	109.592
1998	175.343	(125.068)	16.321	142.334	(68.246)	115.853
1999	201.341	(145.098)	16.612	159.719	(73.539)	136.422
2000 e	232.966	(169.090)	17.720	186.827	(80.821)	152.833
le schéma abrégé						
1994	21.146	(15.125)	475	20.909	(14.174)	23.027
1995	22.290	(15.798)	552	22.978	(15.505)	24.552
1996	23.660	(16.589)	631	24.433	(16.436)	25.361
1997	25.661	(17.799)	744	26.541	(17.777)	28.262
1998	28.189	(19.167)	852	29.011	(19.422)	30.905
1999	31.297	(20.435)	970	30.964	(20.627)	34.548
2000 e	34.154	(21.295)	1.147	32.532	(21.283)	37.339

Source : BNB.

¹ Constituées essentiellement de dettes commerciales, de dettes fiscales, sociales et salariales et de dettes diverses.

Annexe 7

EVOLUTION SECTORIELLE DE LA RENTABILITE NETTE DES CAPITAUX COLLECTES, DU COUT MOYEN DES DETTES FINANCIERES ET DE LA RENTABILITE NETTE DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIETES NON FINANCIERES

(pourcentages)

	classification NACE-70					classification NACE-Bel						
	1990	1991	1992	1993	1994	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 e
Ensemble des entreprises												
Rentabilité nette des capitaux collectés ¹	10,2	9,8	9,3	8,9	8,4	8,4	8,6	8,1	8,3	8,3	7,8	7,6
Coût moyen des dettes financières ²	9,2	9,7	10,0	9,7	8,2	8,2	8,0	7,0	6,4	6,5	5,9	6,4
Rentabilité nette des capitaux propres ³	11,2	9,9	8,6	8,3	8,6	8,5	9,2	9,1	10,0	9,8	9,3	8,6
Industrie manufacturière												
Rentabilité nette des capitaux collectés ¹	11,6	9,4	8,0	7,2	9,3	9,3	9,6	8,6	9,7	9,9	8,4	9,1
Coût moyen des dettes financières ²	9,8	10,3	10,7	10,2	8,9	8,6	7,9	6,9	6,1	6,0	5,3	5,5
Rentabilité nette des capitaux propres ³	13,0	8,6	5,6	4,5	9,6	9,9	11,3	9,9	12,7	13,0	11,1	12,7
Branches non manufacturières												
Rentabilité nette des capitaux collectés ¹	9,7	10,0	9,7	9,5	8,1	8,0	8,3	8,0	7,9	7,8	7,6	7,2
Coût moyen des dettes financières ²	8,9	9,5	9,7	9,5	8,0	8,1	8,1	7,0	6,5	6,6	6,1	6,7
Rentabilité nette des capitaux propres ³	10,4	10,4	9,7	9,6	8,2	8,0	8,5	8,8	9,0	8,8	8,8	7,5

Source : BNB.

¹ Rapport entre le résultat courant avant charges financières et les fonds de tiers, c'est-à-dire les fonds propres et les emprunts financiers.² Rapport entre les charges financières et les dettes financières.³ Rapport entre le résultat courant et les capitaux propres.